

**Séance ordinaire du
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PÉREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2
Création d'une épicerie bio et bar à jus**

Dans le cadre de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et de son décret d'application n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, ainsi que de la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, la Ville a décidé, par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par décision du 29 septembre 2015, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Par décision en date du 27 février 2012, la Ville de Montpellier est devenu propriétaire, à la suite de l'exercice de son droit de préemption, du droit au bail de la société ORTHOPEDIE RICHTER situé 26 rue du faubourg du Courreau, sur le bien cadastré section BX n° 450.

Le bail a été consenti moyennant un loyer initial annuel de 12 000 €, auquel s'ajoutent 100 € de provisions sur charges mensuelles. Le droit au bail est proposé au prix de 30000 €, les frais d'acte étant à la charge du repreneur.

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a initié, le 3 avril dernier, une procédure de rétrocession du fonds de commerce du local situé 26 rue du Faubourg du Courreau et a approuvé le cahier des charges de cession en vue de trouver un repreneur pour ce local sur appel à candidatures.

Une seule offre a été reçue, elle porte sur un projet d'épicerie bio, bar à jus et « raw food » (cuisine crue et naturelle) porté par la société et l'enseigne « L'ARBRE BLEU 2 » dirigée par Monsieur Wilfried LEMAIRE, demeurant 295 rue Daumas à Montpellier, et Monsieur Xavier LLONGUERAS domicilié 6 rue Balard à Montpellier.

Le concept envisagé est une épicerie bio, bar à jus frais, produits locaux, vin naturel ou biodynamique.

L'offre de rachat est conforme à la mise à prix soit 30.000 €.

L'offre de cette enseigne répond aux objectifs poursuivis par la ville de Montpellier pour la rétrocession de ce fonds de commerce, la Ville souhaitant renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

Le projet commercial paraît qualitativement satisfaisant et amène une offre nouvelle, en lien avec les tendances actuelles de l'alimentation. L'objectif de ces professionnels est de créer un espace convivial et chaleureux. L'approche économique est cohérente et les futurs exploitants présentent a priori les qualifications requises, l'expérience positive de de cette même enseigne, rue Frédéric Peysson, étant un gage du savoir-faire de l'exploitant.

Il est proposé au Conseil municipal de retenir ce projet. La régularisation de la cession est toutefois conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. La vente sera donc affermie en fonction de la décision définitive du bailleur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rétrocession par la Ville du droit au bail du local situé 26 rue du Faubourg du Courreau pour un prix de 30.000 € net vendeur, à la société L'ARBRE BLEU 2 ou toute société substituée, afin d'y exploiter une activité d'épicerie bio, bar à jus et cuisine naturelle « raw food »,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180628-45443-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/07/18
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.